

INVESTIR DANS LES POPULATIONS

POUR UNE REPRISE RÉSILIENTE ET INCLUSIVE

PLAN POUR LE CAPITAL
HUMAIN EN AFRIQUE
BILAN DES 2 PREMIÈRES
ANNÉES

JUIN 2021



TABLE DES MATIÈRES

Regard rétrospectif	3
Investir dans les populations est plus important que jamais	5
Mettre davantage l'accent sur le capital humain en Afrique	8
Accroître les financements	11
Des partenariats pour des solutions intersectorielles	14
Soutenir la réforme des politiques publiques	17
Accélérer l'évolution démographique	20
Agir concrètement dans les situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV)	23
Tirer parti de la technologie et de l'innovation	26
Obtenir des résultats grâce au développement des connaissances	29
Envisager l'avenir	32
Cadre de résultats du Plan pour le capital humain en Afrique	34

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale

Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000

Internet : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et autorisations : Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales. Pour tous renseignements sur les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

© Crédits photos:

Photo de couverture: Vincent Tremeau/ Banque mondiale

Couverture intérieure: John Hogg/ Banque mondiale

Page 4: Arne Hoel/ Banque mondiale

Page 12: Capture World Studio/ Banque mondiale

Page 15: Sergio Monroy/ Banque mondiale

Page 18: Hendri Lombard/ Banque mondiale

Page 21: Dominic Chavez/ Banque mondiale

Page 24: Ousmane Traore/ Banque mondiale

Page 27: Trevor Samson / Banque mondiale

Page 30: Jonathan Ernst/ Banque mondiale

Page 33: Capture World Studio/ Banque mondiale

Conception de la couverture : BitterSweet Creative, Washington DC

REGARD RÉTROSPECTIF

L'an dernier, la crise liée à la COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur la santé, les connaissances, les compétences et la résilience de la population dans le monde entier, frappant très durement les personnes et ménages vulnérables en Afrique subsaharienne. Elle pourrait compromettre irrémédiablement le capital humain d'une génération entière.

Le présent rapport retrace la façon dont le Groupe de la Banque mondiale a aidé les pays africains à surmonter les difficultés au cours de l'année écoulée en s'appuyant sur son Plan pour le capital humain en Afrique lancé en 2019. Il est question de célérité, d'ampleur et d'ambition et d'un engagement indéfectible à investir dans la population africaine.

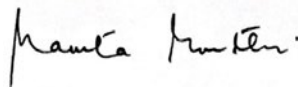
Durant l'exercice 21, la Banque mondiale a atteint un niveau historique de financement du développement humain dans les pays africains, engageant ainsi plus de 8,6 milliards de dollars pour financer des services de base, comme la santé, l'éducation et la protection sociale. Ce chiffre est supérieur de plus de 80 % à l'objectif annuel du Plan. Le financement de l'IDA représente 8,1 milliards de dollars de l'ensemble du montant.

Nous avons fait d'énormes progrès en réglant en amont les problèmes rencontrés en matière de capital humain, en aidant les pays à éliminer les goulets d'étranglement au niveau des politiques publiques. Neuf des dix opérations d'appui aux politiques de développement que la Banque mondiale a menées en Afrique durant l'exercice 21 soutenaient la mise en œuvre de réformes destinées à renforcer le capital humain (élargissement de la couverture sociale, adoption de programmes d'alimentation scolaire, mise en place de plans de vaccination, etc.).

Nous avons aussi soutenu pleinement l'autonomisation des femmes et des filles dans le cadre d'efforts de plaidoyer de grande envergure et d'interventions intersectorielles mettant en lumière notre capacité à proposer des solutions globales. Depuis le lancement du Plan pour le capital humain en Afrique, nous avons par ailleurs investi plus de 6 milliards de dollars dans de nouveaux projets en faveur des femmes.

Nos initiatives renforcent celles des pouvoirs publics, de la société civile, des acteurs du secteur privé et des partenaires de développement, mus par une volonté commune de donner à chaque fille et chaque garçon, à chaque femme et chaque homme les moyens de réaliser pleinement leur potentiel et de s'engager sur la voie d'une plus grande prospérité.

Le présent rapport ne retrace pas seulement notre histoire, il raconte aussi celles de Nickson, élève de cinquième en Tanzanie, de Mukagasana, à la fois mère et chef d'entreprise au Rwanda, d'Éric, cultivateur au Togo et des sœurs Ami et Awa au Mali. Ces personnes sont la raison pour laquelle nous travaillons et constituent la plus grande richesse de l'Afrique : sa population.



Mamta Murthi
Vice-présidente pour le
développement humain



Hafez Ghanem
Vice-président pour la région
Afrique de l'Est et australe



Ousmane Diagana
Vice-président pour la région
Afrique de l'Ouest et centrale

«Car demain appartient à ceux qui s'y préparent aujourd'hui»

Proverbe africain



INVESTIR DANS LES POPULATIONS EST PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS

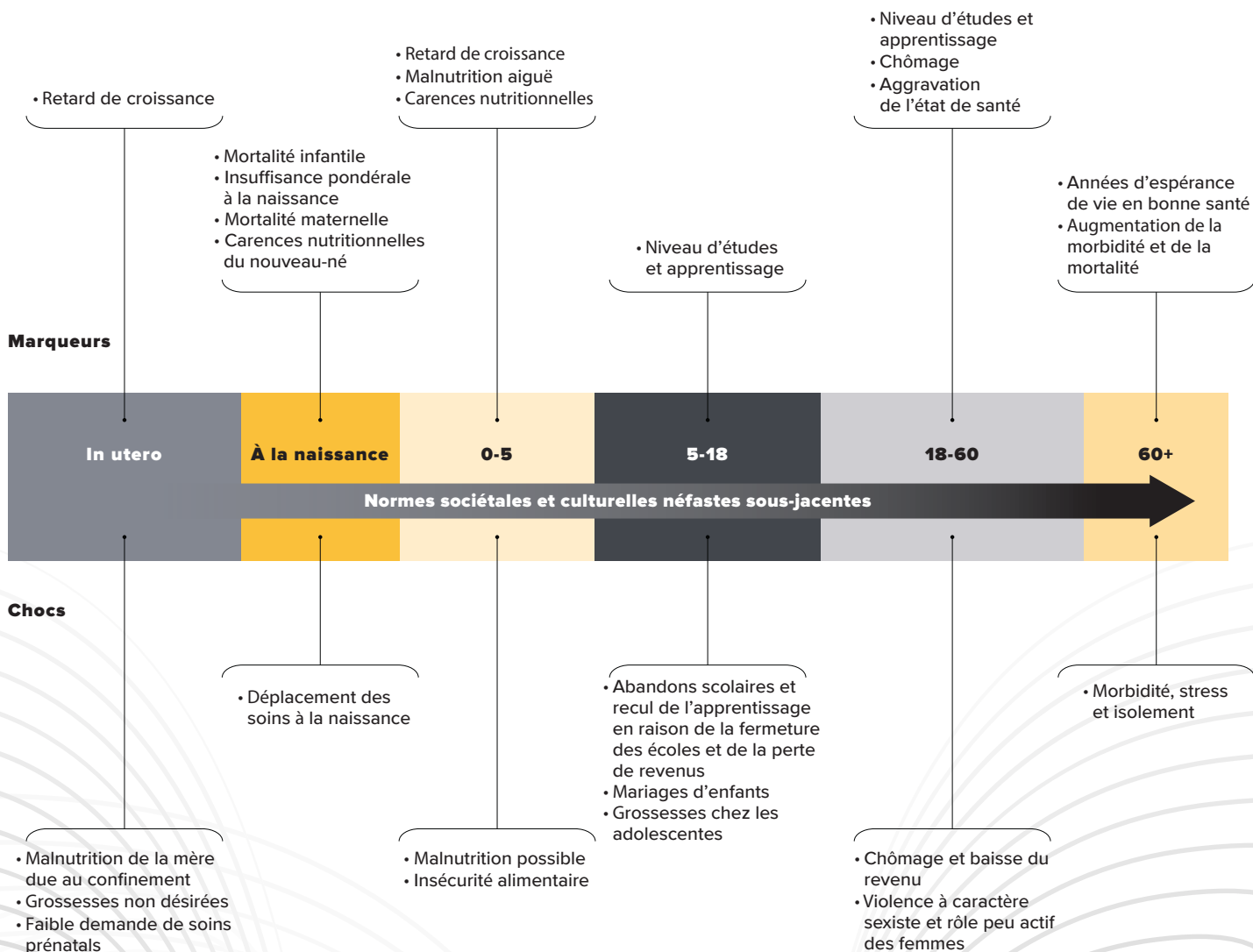
En un an à peine, la pandémie de COVID-19 a bouleversé la vie de millions de personnes en Afrique et mis en péril leurs moyens de subsistance avec une férocité effarante. Elle a fait ressortir l'impérieuse nécessité de protéger la population en cas de chocs et en temps de crise. Outre les pertes en vies humaines, la perte de revenus et la perte de la capacité à générer des revenus, la COVID-19 a fait courir des risques à la population en perturbant l'accès aux services de santé essentiels et à l'éducation et en provoquant une hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que la paralysie des chaînes d'approvisionnement. Elle a aggravé les vulnérabilités économiques et révélé les points faibles des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale à travers le continent. Il est plus que jamais important d'investir dans la population.

Le Groupe de la Banque mondiale a réagi rapidement face à la crise pour aider à **sauver des vies** et **endiguer les répercussions économiques** qui plongent l'Afrique dans sa première récession en 25 ans et menacent de réduire à néant plus d'une décennie de progrès en matière de développement. On estime que chaque mois de retard dans la fourniture de vaccins contre la COVID-19 peut coûter près de **14 milliards de dollars au continent africain en perte de PIB**. Les individus à des étapes différentes de leurs vies ont subi des revers dont les effets pourraient se faire sentir dans les années à venir. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes et durables de l'insécurité alimentaire et de l'interruption des services de santé et d'éducation.

D'après l'édition 2020 de l'indice de capital humain (ICH), l'Afrique subsaharienne a enregistré des avancées sur le plan du capital humain dans la décennie précédant la pandémie, mais les progrès sont inégaux et les déficits en la matière restent importants. Les pays où les avancées sont les plus importantes, tels que le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Eswatini, le Lesotho et le Togo, font preuve d'un engagement politique extrêmement ferme, ou se sont dotés de plans expressément destinés à accroître les résultats en matière de capital humain, ou encore investissent des ressources importantes dans les secteurs sociaux. Les améliorations portent pour la plupart sur la composante santé de l'ICH, en particulier la réduction de la mortalité infantile. Dans des pays comme l'Angola, le Malawi, le Niger, la Sierra Leone et le Zimbabwe, l'amélioration de la survie de l'enfant a permis des réductions allant de 39 à 58 décès en moins pour 1 000 naissances vivantes. L'investissement dans le capital humain s'avère non seulement très rentable, mais il offre aussi un moyen avisé de se protéger des aléas.

Pourtant, sur les 174 pays dans le monde couverts par l'ICH, les dix pays ayant enregistré les résultats les moins bons se trouvent en Afrique subsaharienne. **En moyenne, les enfants africains nés aujourd'hui peuvent espérer réaliser seulement 40 % de leur potentiel à leur dix-huitième anniversaire**, par rapport au potentiel qu'ils pourraient réaliser s'ils achevaient leurs études et étaient en bonne santé. La crise liée à la COVID-19 menace de retarder les progrès et d'aggraver le déficit de capital humain, les répercussions négatives touchant exagérément les populations les plus vulnérables.

LES CONSÉQUENCES DE LA COVID-19 AUJOURD'HUI POURRAIENT SE RÉPERCUTER SUR LES PERSONNES POUR LE RESTANT DE LEURS JOURS



En accordant la priorité aux investissements dans la population et en améliorant l'efficacité des systèmes de prestation de services et des institutions de base les sous-tendant, les pays et les partenaires **peuvent poser de nouveaux fondements plus solides, plus verts et plus équitables** pour la productivité et la croissance futures. Le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé un montant inédit de **50 milliards de dollars** pour aider les pays africains à sauver des vies, protéger les populations vulnérables et jeter les bases du redressement.

- **Sauver des vies** : les projets d'urgence sanitaire menés dans 36 pays africains ont été axés sur la réalisation de tests à grande échelle, l'amélioration des traitements et la mise en place de systèmes de santé solides. Cette première intervention d'urgence face à la crise s'est étendue pour aider les pays en développement à bénéficier d'un accès juste, large et rapide à des vaccins sûrs et efficaces contre la COVID-19. L'approche s'appuie sur la grande expérience du Groupe de la Banque mondiale en matière de renforcement des systèmes de santé et de soutien aux programmes de vaccination à grande échelle ainsi qu'aux programmes de santé publique.
- **Protéger les populations vulnérables** : afin de protéger les individus dont les moyens de subsistance ont été mis en péril et dont la scolarité a été interrompue, le

Groupe de la Banque aide les pays à renforcer les filets sociaux et les cultivateurs à accroître la production agricole et à assurer la sécurité alimentaire. Il aide par ailleurs à faciliter la création d'emplois et à maintenir la continuité de toute la palette des services d'éducation pour que les apprenants et les éducateurs se sentent en sécurité et soutenus.

- **Préparer le terrain en vue d'un redressement vert, résilient et inclusif** : la riposte à la crise permet de favoriser une reprise solide et durable qui s'attaque à la pauvreté croissante et aux inégalités grandissantes tout en tenant compte des conséquences catastrophiques immédiates de la COVID-19 et du défi à long terme que représente le changement climatique. Les pays collaborent avec le Groupe de la Banque mondiale afin de renforcer les institutions et les investissements et de promouvoir des réformes visant à transformer l'économie et la société. L'accent mis sur le développement du capital humain peut stimuler l'innovation, reconstituer les compétences et recouvrer les pertes liées à la pandémie, en particulier parmi les groupes marginalisés. Il est impératif de mobiliser l'intégralité de la force productive disponible en élargissant la participation des femmes à la main-d'œuvre et en tirant parti de l'ingéniosité du secteur privé.

LA COVID-19 MET L'AFRIQUE EN DANGER

La fermeture des écoles consécutives à la pandémie pourrait accroître LA PAUVRETÉ DES APPRENTISSAGES de quatre points de pourcentage, avec une hausse de 2,5 points de pourcentage de l'écart de la privation d'apprentissage.

LA FERMETURE DES ÉCOLES pourrait entraîner une augmentation du taux de décrochage scolaire et de grossesses chez les adolescentes, 2,6 millions de filles risquant de ne pas retourner à l'école.

En raison des PERTURBATIONS DANS LES SERVICES DE NUTRITION, dix millions d'enfants supplémentaires de moins de cinq ans pourraient souffrir de malnutrition aiguë et le nombre de foyers souffrant de sous-alimentation due à l'extrême pauvreté pourrait augmenter de 30 %.

Seul un tiers des populations les plus démunies, essentiellement dans les zones rurales, est couvert par des FILETS SOCIAUX.

METTRE DAVANTAGE L'ACCENT SUR LE CAPITAL HUMAIN EN AFRIQUE

Depuis son lancement en 2019, le Plan pour le capital humain en Afrique (PCH Afrique) a été au premier plan des initiatives du Groupe de la Banque mondiale visant à accélérer le développement du capital humain dans la région. Il plaide avant tout pour une plus grande autonomisation des femmes et le renforcement de l'égalité des genres qui peuvent accroître la productivité économique, améliorer les résultats en matière de développement pour les générations futures et assurer une meilleure représentativité des institutions et des politiques. Porté par des cibles ambitieuses et sept éléments incontournables, le Plan pour le capital humain en Afrique sert de cadre aux mesures d'aide, de restructuration et de redressement en lien avec la COVID-19 et amorce une dynamique en la matière pour aider les pays et gouvernements africains à donner la priorité aux populations et à construire un avenir plus durable, plus inclusif et plus résilient.

Le PCH Afrique fait partie du Projet sur le capital humain qui est une initiative mondiale coordonnée par la Banque mondiale appelant à réaliser rapidement des investissements plus nombreux et de meilleure qualité dans les ressources humaines dans le but d'améliorer l'équité et la croissance économique. Au total, 81 pays à travers le monde ont rejoint le projet, dont 32 en Afrique subsaharienne, illustrant leur ferme volonté d'améliorer

les résultats en matière de capital humain. Ce rapport présente les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan pour le capital humain en Afrique d'avril 2020 à avril 2021. Après deux ans de mise en œuvre, le plan a permis de modifier et d'accroître sensiblement l'appui de la Banque mondiale :

- ✓ **Plus de deux fois plus** d'engagements annuels au titre de projets de développement humain en Afrique depuis le début du plan. Ces engagements devraient atteindre 8,96 milliards de dollars au cours de l'exercice 21, dont près de la moitié (49 %) est destinée à trouver des solutions aux problèmes auxquels se heurtent les pays touchés par la fragilité, les conflits ou la violence.
- ✓ Mise en œuvre de **nouveaux projets d'autonomisation des femmes** d'une valeur de plus de 6 milliards de dollars dans toute la région.
- ✓ Promotion du développement du capital humain ; presque la totalité (94 %, contre 70 % à l'exercice 20) des opérations de prêt à l'appui des politiques de développement approuvées en Afrique durant l'exercice 21 appuie les réformes ayant une incidence sur le capital humain.

«Le secret du développement économique réside dans la meilleure ressource naturelle : des êtres humains qualifiés, en bonne santé et productifs.»

Julius Maada Bio
Président de la Sierra Leone

Ce rapport présente les éléments prioritaires innovants du Plan pour le capital humain en Afrique qui se sont avérés d'autant plus indispensables dans un monde transformé par la crise de COVID-19. La protection des vies, des moyens de subsistance et de l'avenir en Afrique exige **un financement accru, une réforme des politiques et le soutien des partenaires dans les différents secteurs et pays concernés**. La crise amplifie également les inégalités entre hommes et femmes et révèle la profonde vulnérabilité des populations touchées par la fragilité, les conflits ou la violence. Il est impératif de combler le retard dans les investissements en faveur du capital

humain pour **protéger les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles** et les filles dont le rôle est déterminant pour réaliser le dividende sur le continent. Déjà, des **solutions technologiques** prouvent leur utilité à travers la télémédecine, l'enseignement à distance et les transferts monétaires au moyen de téléphones mobiles, mais il est possible d'en faire plus pour réduire la fracture numérique et **apporter des innovations dans la prestation de services**. Il est en outre primordial de continuer à **renforcer la base de connaissances** et à établir un lien entre les faits observés et les activités sur le terrain.



Avec près de 700 millions d'habitants, la **RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE (AFE)** de la Banque mondiale présente une grande diversité géographique, culturelle et économique. Elle regroupe 26 pays qui s'étendent de la mer Rouge dans le nord jusqu'au cap de Bonne Espérance au sud.



Avec près de 500 millions d'habitants, la **RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (AFW)** regroupe 22 pays qui s'étendent des terres semi-arides du Sahel aux vastes zones côtières de l'Atlantique et le long du golfe de Guinée.

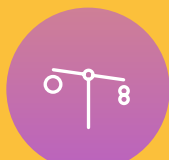
Sept éléments incontournables pour faire progresser le développement du capital humain



Augmenter le financement de la Banque mondiale en faveur du capital humain en Afrique



Mobiliser les équipes pays et les partenaires de la Banque mondiale autour du programme d'action pour le capital humain afin de trouver des solutions globales, transversales et à grande échelle



Appuyer les réformes des politiques pour surmonter les obstacles juridiques et réglementaires



Accélérer la transition démographique grâce à l'autonomisation des femmes et des filles



Éviter et inverser les pertes de capital humain dans les zones touchées par la fragilité, le conflit et la violence



Exploiter la technologie et l'innovation dans les projets pour accroître le capital humain



Faire progresser la recherche et la sensibilisation pour renforcer la base de connaissances et la demande en capital humain

Objectifs du Plan pour le capital humain en Afrique à atteindre à l'horizon 2023

RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE

pour sauver 4 millions de vies

ÉVITER LE RETARD DE CROISSANCE

chez 11 millions d'enfants

RAMENER LE TAUX DE FÉCONDITÉ DES ADOLESCENTES

de 101 à 83° %

AMÉLIORER LES PRATIQUES D'ASSAINISSEMENT

afin de ramener le taux de défécation en plein air de 23 % à 15 %

ACCROÎTRE de 20 % LES ACQUIS SCOLAIRES

des filles et des garçons

OFFRIR LA PROTECTION SOCIALE

à 13 millions de personnes supplémentaires

ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ FUTURE

des enfants nés aujourd'hui d'au moins 13 %

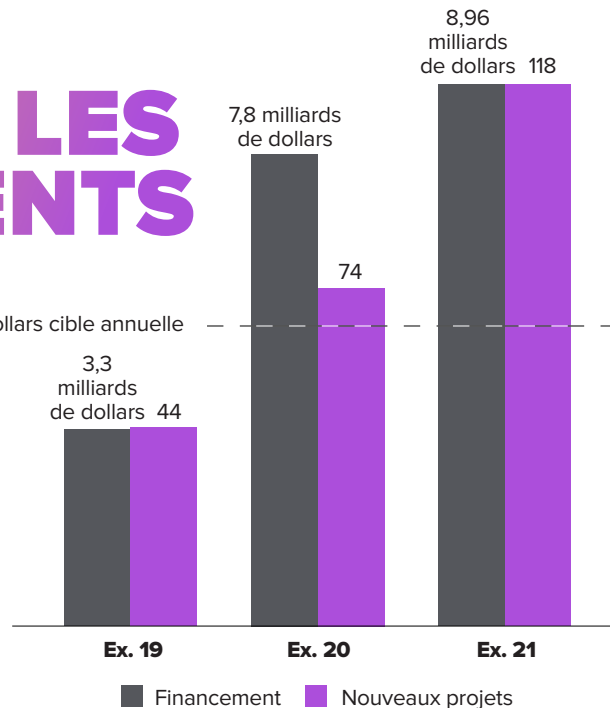
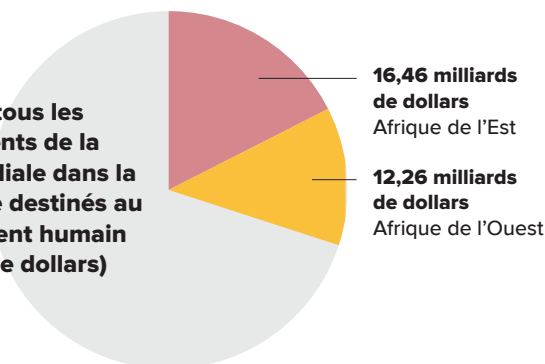
PORTER LE FINANCEMENT DU CAPITAL HUMAIN

en Afrique à 15 milliards de dollars



ACCROÎTRE LES FINANCEMENTS

29 % de tous les engagements de la Banque mondiale dans la région Afrique destinés au développement humain (milliards de dollars)



Répartition régionale

\$8,96 milliards de dollars

Ex. 21 Financement du développement humain (118 opérations)

Afrique de l'Est 5,37 milliards de dollars

59 opérations dans 21 pays, dont 32 sont des opérations de financement additionnel d'opérations existantes (2,29 milliards de dollars)

Afrique de l'Ouest 3,59 milliards de dollars

59 opérations dans 20 pays dont 37 sont des opérations de financement additionnel d'opérations existantes (1,42 milliard de dollars)

L'engagement du Groupe de la Banque mondiale d'accroître le financement et les ressources en faveur du capital humain en Afrique transparaît clairement dans le volume accru de ses investissements dans le développement humain (santé, éducation, protection sociale et emploi), ainsi que dans d'autres secteurs, aussi bien avant que pendant la pandémie. Le Groupe de la Banque est en train d'atteindre son objectif, à savoir investir en moyenne 5 milliards de dollars par an dans des projets de développement humain jusqu'en 2023, grâce à la solide dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA),

l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète.

Le groupe chargé du développement humain à la Banque mondiale est en voie d'engager un montant estimatif de 8,96 milliards de dollars durant l'exercice 21, ce qui portera le nombre total de projets dans son portefeuille développement humain à environ 217, pour une valeur de 28,72 milliards de dollars. Sur les 118 projets de développement humain approuvés durant l'exercice 21, 41 financent la **riposte sanitaire à la COVID-19, pour un montant total de 1,94 milliard de dollars.**

Cette intensification s'inscrit dans le droit fil de l'approche du Groupe de la Banque mondiale qui consiste à favoriser un développement vert, résilient et inclusif (désignée par l'acronyme anglais GRID), afin d'assurer une reprise durable. Les effets de la COVID-19, de la récession et des chocs climatiques s'aggravent mutuellement, laissant des marques potentiellement indélébiles sur la productivité, le capital humain et la mobilité économique. L'approche GRID s'efforce de remédier en même temps et de manière systématique à ces problèmes complexes et étroitement liés pour permettre une reprise plus durable et plus équitable et la mise en place d'un modèle de développement à long terme. Elle préconise un accroissement des investissements dans toutes les formes de capital — humain, physique, naturel et social — pour stimuler la croissance, créer des emplois et contribuer à un meilleur avenir pour tous, en particulier les populations vulnérables et à faible revenu les plus touchées par les effets du changement climatique et de la COVID-19.

Au Niger, par exemple, le Projet de filets sociaux adaptatifs (53 % de co-bénéfices climatiques¹) accompagne 1,1 million de personnes, dont 51 % sont des femmes, en leur permettant d'avoir accès aux filets de sécurité sociale et aux interventions qui les accompagnent. Le volet du projet consacré à l'aide en contrepartie de travail (*cash-for-work*) pour renforcer la résilience cible des zones climatiques à haut risque et apporte des revenus d'appoint à l'ensemble des personnes souffrant d'insécurité alimentaire en raison de chocs persistants ou récurrents liés aux conditions météorologiques ou au changement climatique.

Au niveau régional, le Groupe de la Banque fournit un appui constant à des institutions telles que les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), l'Organisation ouest-africaine de la santé et la Commission de l'Union africaine, afin de renforcer la collaboration transfrontalière en matière de surveillance des maladies et de lutte contre les maladies. Le Programme régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies fournit un appui à 16 pays d'Afrique subsaharienne, renforce les stratégies intégrées de prise en charge des maladies à transmission vectorielle et aligne le calendrier et le lieu des activités sur les changements potentiels de la charge de morbidité induits par le climat.

¹ Les co-bénéfices climatiques correspondent aux financements de la Banque mondiale qui soutiennent l'action climatique tout en poursuivant des objectifs de développement. [Learn more](#)



Cabo Verde : distribution des doses de l'espoir

«La planification, l'engagement et le leadership sont cruciaux dans ce processus»

Jorge Noel Barreto

*Coordonnateur de la riposte à la COVID-19
Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, Cabo Verde*

Avec ses plages de sable blanc et son emplacement stratégique au large de la côte ouest de l'Afrique, Cabo Verde bénéficie de possibilités de croissance hors du commun. Ce petit archipel a réduit la pauvreté plus que toute autre nation africaine depuis 1990, mais on devrait observer une contraction du PIB de 11 % en 2020 en raison de la pandémie et d'une chute de 70 % des activités touristiques, le principal moteur économique du pays. Le vaccin fait renaître l'espoir et le gouvernement accélère la mise en œuvre de son plan de vaccination financé à hauteur de cinq millions de dollars par la Banque mondiale. C'est la première opération de déploiement du vaccin la COVID-19 que la Banque finance en Afrique.

Ce financement fait partie de l'enveloppe de 12 milliards de dollars que la Banque alloue aux pays à travers le monde pour les aider à acheter et distribuer des vaccins contre la COVID-19, des tests et des traitements et à

renforcer les systèmes de vaccination. Un accès plus équitable aux vaccins peut éviter près de deux fois plus de décès à l'échelle de la planète que si l'accès aux vaccins était à l'origine limité aux pays à revenu élevé. Ce n'est que lorsque la pandémie sera endiguée dans tous les pays que chaque pays sera à l'abri d'une recrudescence. Une campagne de vaccination soutenue et inclusive fait partie intégrante du redressement.

En collaboration avec des partenaires comme l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Africa CDC, la Banque évalue si les systèmes de santé des pays sont prêts à distribuer les vaccins et relève les lacunes. Les financements accordés par la Banque peuvent ainsi répondre aux besoins prioritaires de chaque pays.

Cabo Verde utilise les financements de la Banque mondiale pour acheter et distribuer plus de 400 000 doses de vaccins, ainsi que des équipements de protection individuelle et d'autres fournitures médicales en vue d'un déploiement efficace des vaccins. Près de 200 000 personnes pourront se faire vacciner, soit environ 35 % de la population, dont 20 % de groupes de populations prioritaires. Les fonds versés par la Banque servent aussi à financer le matériel frigorifique et le transport et permettent en outre d'améliorer l'infrastructure sanitaire pour contribuer au redémarrage des activités touristiques.

En mars 2021, Cabo Verde a reçu son premier lot de vaccins AstraZeneca-Oxford dans le cadre du système de Garantie de marché du COVAX. La mise en œuvre est en cours : la logistique permettant de stocker et de transporter les vaccins en toute sécurité entre les îles est en place ; le personnel de santé est formé et les cadres juridiques et les commutations sont engagés. La Banque mondiale continue d'appuyer le processus en mettant à contribution ses compétences techniques et en menant des actions coordonnées qui ont permis de fournir de nouveaux financements ou de réaffecter des fonds à hauteur de quelque 54 millions de dollars pour aider Cabo Verde à sauver des vies, à préserver les moyens de subsistance et à reconstruire en vue d'une croissance soutenue à long terme.



DES PARTENARIATS POUR DES SOLUTIONS INTERSECTORIELLES

Investir dans les populations ne se limite pas à la santé, à l'éducation et à la protection sociale. Cela implique aussi l'accès aux transports, à une énergie fiable et d'un coût abordable, à un air pur, à une eau propre et à des sols salubres, aux outils numériques, à une bonne gouvernance ainsi qu'à l'infrastructure économique et réglementaire nécessaire pour avoir accès à des emplois de qualité. Cela exige une collaboration entre les partenaires publics et privés dans la région tout entière et au sein du Groupe de la Banque mondiale.

Au moment où les États prennent des mesures d'urgence et créent les conditions nécessaires à une reprise durable après la pandémie, ils ont une occasion unique d'adopter des solutions multisectorielles intégrées qui donnent la priorité au développement du capital humain et créent des économies plus durables, plus inclusives et plus résistantes face aux chocs futurs. Au cours de l'année écoulée, la coopération en matière de capital humain entre les unités opérationnelles de la Banque mondiale et avec les gouvernements et les partenaires de développement a englobé plusieurs secteurs pour améliorer les résultats en matière de développement et lutter contre les dangers étroitement liés que posent la pandémie, le changement climatique, l'inégalité systémique, l'instabilité sociale et les conflits.

- Pour aider à préserver le capital humain aux Comores, à Madagascar et au Mozambique, le pôle mondial d'expertise de la Banque mondiale sur la macroéconomie, le commerce et l'investissement a apporté son soutien **aux mesures de lutte contre la**

pandémie et aux réformes structurelles qui protègent les pauvres contre l'augmentation des prix des produits alimentaires et des médicaments, fournissent des liquidités aux banques et aux entreprises pour éviter le chômage et promeuvent des politiques visant à étendre et améliorer les systèmes de transferts sociaux, les services financiers numériques et l'accès aux services bancaires.

- La pandémie a fait apparaître la nécessité **d'investir dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement** pour prévenir les maladies, protéger la santé humaine et réduire les pertes de capital humain. Les pôles mondiaux d'expertise sur l'eau, l'éducation et sur la santé, la nutrition et la population ont travaillé en étroite collaboration pour renforcer la riposte de la Banque mondiale à la COVID-19. Près de 30 % des projets en cours en Afrique en réponse à la crise prévoient des activités visant à améliorer l'infrastructure et l'accès à l'eau et aux services d'assainissement dans les établissements de soins, et près de 70 % appuient les efforts déployés pour promouvoir l'hygiène au sein des populations.
- En Afrique subsaharienne, quelque 1,8 million de centres de santé publique et d'écoles ne sont pas alimentés régulièrement en électricité, ce qui a une incidence sur leur capacité à desservir les populations. Le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) de la Banque mondiale applique les innovations technologiques et les nouveaux modèles économiques pour **fournir une alimentation en**

électricité régulière aux établissements publics dans le cadre de contrats de service à long terme avec le secteur privé. Il favorise l'adoption de ces contrats dans le cadre de projets d'énergie solaire non raccordés au réseau au Niger, au Nigéria et en Ouganda et prévoit de faire de même dans d'autres pays.

- Le pôle mondial d'expertise sur le transport de la Banque met en évidence le **lien entre l'amélioration de la sécurité routière et la préservation du capital humain**, tant au niveau analytique qu'opérationnel. Les interventions dans des pays comme le Mozambique et la Tanzanie mobilisent les populations locales et le plus haut niveau du gouvernement afin de procéder à des réformes et rendre les routes plus sûres pour tous.
- Des mesures sont en outre prises pour établir **des liens entre l'éducation et le changement climatique**. Le programme des centres d'excellence pour l'enseignement supérieur en Afrique aide à faire progresser la recherche dans des domaines tels que les énergies renouvelables, la qualité de l'air, la remise en état des milieux dégradés et l'agriculture intelligente face au climat. Les projets qui aident les ménages vulnérables à payer les frais de scolarité prennent également en compte le changement climatique, en veillant à ce que les familles n'aient pas à choisir entre la nourriture et l'éducation de leurs enfants lorsqu'elles se heurtent à des chocs liés au climat comme les sécheresses ou les inondations.



Tanzanie : des routes sûres jusqu'au dernier kilomètre pour rapprocher les populations des possibilités existantes.

«Avant l'accident, j'étais parmi les trois meilleurs élèves de ma classe, mais maintenant je fais partie des dix meilleurs, car j'ai dû rester longtemps à la maison pour soigner ma blessure. Je n'ai jamais perdu espoir. Je continue à travailler dur.»

Nickson Kiswaga

Élève en 7^e année d'école primaire à Wenda,

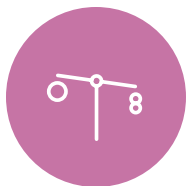
District rural d'Iringa

En Tanzanie, les habitants des zones rurales, soit 70 % de la population du pays, dépendent de routes à faible circulation pour vaquer à leurs occupations quotidiennes. Le réseau de transport a certes été conçu pour permettre le passage des voitures et des camions, mais la plupart des usagers de la route ne possèdent pas de véhicule. La conception des routes rurales ne tient pas compte des usagers quotidiens (les enfants qui vont à l'école à pied, les patients qui vont se faire soigner au centre de soins local, les cultivateurs qui transportent des marchandises pour les vendre sur les marchés de la région, etc.). Les conséquences du transport peu sûr et inadéquat peuvent être graves et engendrer des coûts et des répercussions en cascade.

Âgé de treize ans, Nickson Kiswaga faisait partie des premiers dans sa classe avant d'être renversé par une voiture en traversant la route reliant Iringa à Mbaya, ce qu'il fait tous les jours avec ses frères et sœurs pour aller à l'école. Le temps passé à l'hôpital et à la maison pour se remettre d'une grave blessure à la jambe a non seulement eu des répercussions sur les résultats scolaires de Nickson, mais a aussi réduit à néant le revenu de la famille, car sa mère ne pouvait pas travailler pendant qu'elle s'occupait de lui à la maison.

Les accidents de la route représentent un énorme défi dans toute l'Afrique, avec près de 27 décès des suites d'accident de la route pour 100 000 habitants, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale qui est de 18 décès pour 100 000 habitants. Une part importante des décès (44 %) concerne les piétons et les cyclistes. La sécurité routière a des incidences importantes sur le programme d'action pour le capital humain. Tous les investissements et les efforts consentis pour renforcer le capital humain sont réduits immédiatement à néant quand une personne meurt dans un accident de la route. Le coût d'un handicap causé par un accident de voiture peut être encore plus élevé en raison de ses effets conjugués.

Avec l'appui de la Banque mondiale et d'autres partenaires, la Tanzanie s'emploie à élaborer une approche de la conception des routes privilégiant la dimension humaine et plus inclusive. Cette approche est saluée pour ses innovations en matière de sécurité routière et de participation communautaire, et parce qu'elle intègre largement la notion de genre. Les usagers vulnérables sont un facteur déterminant dans un processus qui vise à les faire participer aux conceptions techniques, aux consultations et aux audits de sécurité routière. La Banque mondiale a aidé à concevoir et tester cette approche avec trois projets de routes rurales en prévision du projet RISE (*Roads to Inclusion and Socioeconomic Opportunities Program*). Des transports sûrs et fiables peuvent jouer un rôle décisif dans l'amélioration de la vie de tous et rendre les possibilités existantes accessibles à la population.



SOUTENIR LA RÉFORME DES POLITIQUES PUBLIQUES

La qualité et la quantité des investissements dans les populations dépendent de la qualité des politiques et des institutions qui s'attaquent aux faiblesses systémiques freinant les progrès en matière de capital humain. La Banque mondiale est déterminée à aider les pays à réformer leurs politiques et leurs institutions de multiples façons. Les travaux d'analyse et de conseil servent de base à la conception des programmes de réforme, tandis que les opérations de financement à l'appui des politiques de développement (DPF) et les Prêt-programme pour les résultats fournissent un financement axé sur les résultats pour encourager à agir. Les projets d'investissement appuient la mise en œuvre des réformes au niveau sectoriel.

La COVID-19 a accru l'attention immédiate portée à la protection des vies et des moyens de subsistance, ce qui a permis aux réformes politiques de promouvoir des changements qui auront un impact durable sur l'avenir du développement du capital humain en Afrique. La quasi-totalité (94 %) des opérations de prêt à l'appui des politiques de développement de la Banque mondiale approuvées en Afrique durant l'exercice 21 encourage les réformes ayant une incidence sur le capital humain, contre 70 % à l'exercice 20.

Aux Comores, par exemple, les **mesures d'aide liées à la COVID-19 soutenues par les DPF de la Banque mondiale** ont permis de protéger les populations contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des médicaments essentiels. À Madagascar et au Mozambique, les DPF ont aidé à protéger les emplois

grâce aux liquidités accordées aux entreprises et aux banques. Les DPF ont en outre renforcé les mesures de protection sociale en généralisant les transferts monétaires au Rwanda, au Soudan et au Tchad et en créant des registres sociaux pour améliorer le ciblage des programmes sociaux et des prestations sociales en Angola et en Côte d'Ivoire.

En cette période d'aggravation rapide des tensions financières dues à la COVID-19, l'aide budgétaire **permet aussi aux gouvernements de poursuivre des programmes de réforme à plus long terme axés sur le capital humain**, qui renforcent la gestion des finances publiques, favorisent la responsabilisation et la transparence, améliorent la gestion des ressources humaines dans les domaines de la santé et de l'éducation, et comprennent des mesures visant à protéger les femmes et les enfants. C'est par exemple le cas de Madagascar, de la République centrafricaine et du Rwanda.

En République centrafricaine, une série de DPF appuie des mesures déterminantes pour le développement du capital humain. Il s'agit notamment de l'amélioration de l'accès à la protection sociale, à la santé et à l'éducation grâce au lancement d'un programme numérique de transferts monétaires et à la mise en place de la gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes et les victimes de violence à caractère sexiste. Elle appuie également les réformes qui améliorent le recrutement et l'affectation d'enseignants du primaire au niveau local.

Les réformes politiques jouent un rôle déterminant dans la **progression de l'autonomisation des femmes et des filles**. Elles permettent de remédier aux discriminations persistantes observées dans les systèmes juridiques, d'éliminer les normes sociales préjudiciables et d'assurer un accès sûr et équitable aux services sociaux. D'un point de vue économique, tout pousse à agir pour appuyer les réformes politiques.

Conscient du fait que l'augmentation du niveau d'études des filles et la réduction de la fécondité pourraient accroître le PIB de près de 13 % à l'horizon 2030, le Niger s'efforce de réduire la disparité entre les sexes dans le cadre de son programme visant à jeter les bases du développement inclusif. Grâce aux nouvelles réformes, les adolescentes peuvent rester à l'école même si elles tombent enceintes ou si elles se marient, et celles qui sont mariées peuvent désormais avoir accès aux services de planification familiale sans être accompagnées par un parent ou leur mari. Les pouvoirs publics ont en outre créé une plateforme visant à coordonner l'action et la mise en œuvre de la réforme entre tous les organismes publics et les partenaires de développement participant aux efforts de lutte contre le mariage d'enfants.



Rwanda : lever les points de blocage politiques et institutionnels

«Je peux dire en toute confiance que je suis maintenant indépendante financièrement et que je me sens en sécurité. Je sais que je peux prendre soin de moi et de ma famille.»

Mukagasana Gaudance

Maman, chef d'entreprise et bénéficiaire du Programme VUP, District de Nduba.

Mukagasana Gaudance, 49 ans, était désespérée quand son mari l'a quittée ainsi que ses trois enfants il y a près de dix ans. Sa vie a changé lorsqu'elle a été inscrite au programme phare de protection sociale du Rwanda, le Vision 2020 Umurenge Program (VUP). Non seulement percevait-elle un salaire dans le cadre du programme de travaux publics, mais elle a aussi acquis une formation commerciale et a pu avoir accès aux services financiers, ce qui lui a permis de commencer une activité de maraîchage. Elle a depuis mis à profit cette expérience pour se lancer dans des projets plus importants, ce qui lui a permis de construire une maison et d'envoyer ses enfants à l'école.

Plus d'un million et demi de personnes à travers le Rwanda bénéficient du Programme VUP, mais le nombre de celles qui ont besoin d'un coup de pouce pour sortir de l'extrême pauvreté et de la vulnérabilité, en particulier au lendemain de la COVID-19, est beaucoup plus élevé. Le Rwanda a considérablement progressé dans le développement humain, en particulier dans les domaines de la santé et de l'égalité hommes-femmes, mais son indice de capital humain, qui est de 0,38, est inférieur à celui des pays à niveau de revenu comparable en raison du niveau élevé de retard de croissance, des taux d'abandon de la scolarité et de redoublement, et de la mauvaise qualité de l'apprentissage.

Pour renforcer la qualité et la disponibilité des services sociaux essentiels, le Rwanda coopère avec la Banque mondiale dans le cadre d'un programme avant-gardiste de réformes politiques et institutionnelles. Le premier Financement à l'appui de politiques de développement en faveur du capital humain et d'une croissance inclusive au Rwanda d'un montant de 400 millions de dollars marque le début d'une série de trois opérations qui réunit six ministères et cinq pôles mondiaux d'expertise de la Banque mondiale. Le projet couvre tous les secteurs et tous les stades de la vie afin de lever les obstacles politiques et institutionnels qui empêchent de parvenir aux résultats escomptés en matière de développement du capital humain.

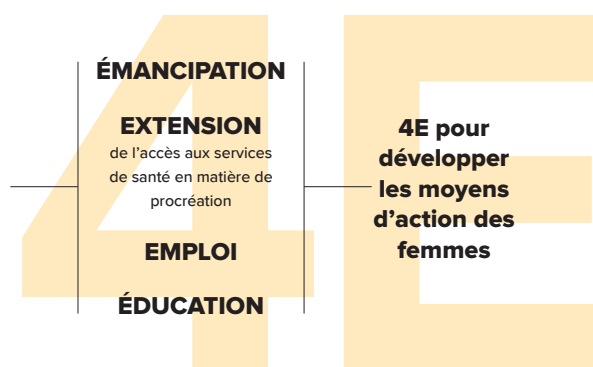
Des réformes sont maintenant adoptées pour renforcer la résilience des familles et améliorer l'accès aux services de santé, accroître les investissements dans l'autonomisation des femmes et offrir aux enfants les possibilités nécessaires en matière de nutrition, de développement cognitif et d'apprentissage, ce qui leur permettra de démarrer du bon pied et poursuivre leur cursus scolaire sans difficulté majeure. Le programme favorise en outre la viabilité à long terme des finances publiques du Rwanda et renforce les capacités et l'obligation de rendre des comptes à l'échelon local en ce qui concerne la fourniture de services sociaux.

Au terme des trois années que couvre le programme de réforme, en juin 2023, 100 000 ménages devraient avoir reçu des transferts monétaires d'urgence. Le programme VUP prévoit aussi d'accroître la part des ménages à faible revenu recevant des aides à travers les dispositifs de protection sociale centrés sur le capital humain et la viabilité financière de systèmes d'assurance maladie à base communautaire. Enfin, il devrait permettre d'augmenter le pourcentage d'enseignants qualifiés dans les établissements primaires et secondaires, et de renforcer la présence de médecins et d'infirmières dans les centres de santé publics.



ACCÉLÉRER L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

UN CADRE POUR L'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE À L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE



Les interventions doivent inclure les garçons et les hommes qui sont au centre des décisions relatives à la procréation, s'appuyer sur les familles et mobiliser les chefs communautaires et religieux en tant qu'agents du changement.

Les femmes africaines ont en moyenne 4,8 enfants, soit deux fois plus que la moyenne mondiale qui est de 2,4 enfants. Le fait d'avoir un trop grand nombre d'enfants trop tôt, et des grossesses trop peu espacées, met en danger à la fois la mère et les enfants. Les investissements dans la santé, l'éducation et l'autonomisation économique des femmes et des filles améliorent le bien-être, la productivité et la prospérité des femmes, des hommes et des familles. À mesure qu'elles augmentent, les ressources peuvent être réinvesties dans la génération suivante, perpétuant ainsi un cycle de gains en capital humain et d'expansion économique.

Les pays d'Afrique ont nettement progressé dans l'autonomisation des femmes et des enfants ces dernières années. Depuis le lancement du Plan pour le capital

humain en Afrique, la Banque mondiale a engagé plus de 6 milliards de dollars pour financer de nouveaux projets et investissements en faveur des femmes et des filles, y compris une première génération de projets appuyant les réformes politiques dans le domaine du capital humain.

Malgré les progrès réalisés, les disparités entre les sexes et les inégalités économiques subsistent, contribuant à l'accroissement des taux de pauvreté et à la baisse de la productivité du travail chez les femmes. Les normes sociales et culturelles solidement ancrées continuent d'empêcher les femmes et les filles de réaliser pleinement leur potentiel. La crise de COVID-19 a eu en outre des répercussions disproportionnées sur l'éducation, l'emploi et la vie familiale des femmes et des filles.

En collaboration avec les gouvernements et d'autres acteurs clés, le Groupe de la Banque mondiale s'efforce de trouver des solutions immédiates et à long terme répondant à la situation des femmes et des filles à la maison, à l'école et au travail grâce aux 4 E : émancipation, extension de l'accès aux services de santé en matière de procréation, emploi et éducation.

- Les opérations contribuent à **autonomiser** les femmes et les filles en promouvant des environnements favorables, en s'attaquant aux normes sociétales et en renforçant leurs moyens d'action afin de réduire la violence à caractère sexiste, le nombre de mariages d'enfants et le taux de fécondité des adolescentes. En Angola, le projet intitulé *Girls' Empowerment and Learning for All* (Autonomisation des filles et apprentissage pour tous) forme des tuteurs dans les écoles, qui sont chargés de sensibiliser les adolescents et adolescentes à la santé reproductive et sexuelle, à

la violence à caractère sexiste et à la prévention des mariages d'enfants. Les mères adolescentes qui ne sont pas scolarisées ont ainsi la possibilité de bénéficier d'une sorte de seconde chance.

- Le projet phare d'autonomisation des femmes et du dividende démographique au Sahel (SWEDD) permet **d'accroître** l'accès des femmes et des adolescentes aux services essentiels de santé reproductive et sexuelle, d'améliorer le nombre de bénéficiaires et la continuité des soins (même dans les zones les plus reculées) et de renforcer les capacités en matière de préparation aux situations de pandémie et d'intervention. Il mobilise l'ensemble de la société, depuis les chefs religieux, les législateurs et le personnel de santé jusqu'aux mères et aux maris, pour exploiter l'énorme potentiel économique des femmes. SWEDD a touché plus de 2 millions de filles au Sahel et a été étendu à un plus grand nombre de pays au-delà de la région grâce à un financement additionnel, l'objectif étant de renforcer les cadres juridiques, de promouvoir les droits des femmes et d'atteindre les adolescentes vulnérables.
- **Employer** les femmes est une priorité du Projet d'inclusion des jeunes au Bénin, qui a pour objet d'accroître l'inclusion économique des jeunes grâce à la formation technique et professionnelle et à un meilleur accès aux capitaux. Près de 35 000 personnes — dont la moitié sont des filles — bénéficieront de services orientés vers l'emploi indépendant, l'emploi salarié et des services d'aide aux entreprises et d'accompagnement personnalisé.
- Les projets ont également pour but de **former** les femmes et les filles afin de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. En collaboration avec le partenariat mondial EQUALS et la *Global System for Mobile Communications Association* (GSMA), la Banque mondiale a testé à titre pilote différents modèles de formation numérique à l'intention des femmes et des filles au Rwanda, au Nigéria et en Ouganda. Les résultats serviront de base aux interventions futures dans le domaine des compétences numériques afin de permettre aux femmes et aux filles de s'épanouir dans l'économie numérique.



Nigéria : retenir les adolescentes à l'école jusqu'à l'obtention de leur diplôme

« En retournant à l'école, j'ai pu prendre ma vie en main et changer les choses dans ma communauté et dans la vie de millions de filles en Afrique. »

Jaha Dukureh

Ambassadrice régionale de bonne volonté d'ONU Femmes en Afrique ; nominée pour le prix Nobel de la paix 2018 ; figure sur la liste des 100 personnalités les plus influentes du monde du TIME (2016)

Dans le nord du Nigéria où résident 80 % des ménages à faible revenu du pays, il est difficile pour les adolescentes de rester à l'école en raison des normes sociales et des difficultés d'accès. Les écoles secondaires sont peu nombreuses et éloignées les unes des autres et le nombre d'écoles primaires intégrées dans une école secondaire peut aller jusqu'à dix. Dans celles qui existent, les infrastructures et les installations WASH (Eau, assainissement et hygiène pour tous) font défaut. Les familles ont du mal à payer les frais de scolarité, et l'instabilité et les conflits régionaux aggravent encore la situation. Si rien n'est fait, plus de la moitié des 2 millions de filles qui ont commencé l'école primaire en 2017 à l'âge de 5 ans abandonneront leur scolarité avant l'âge de 11 ans en 2023, se retrouvant ainsi exclues du premier cycle du secondaire.

Le projet AGILE (Initiative pour la formation et l'autonomisation des adolescentes) approuvé en juillet

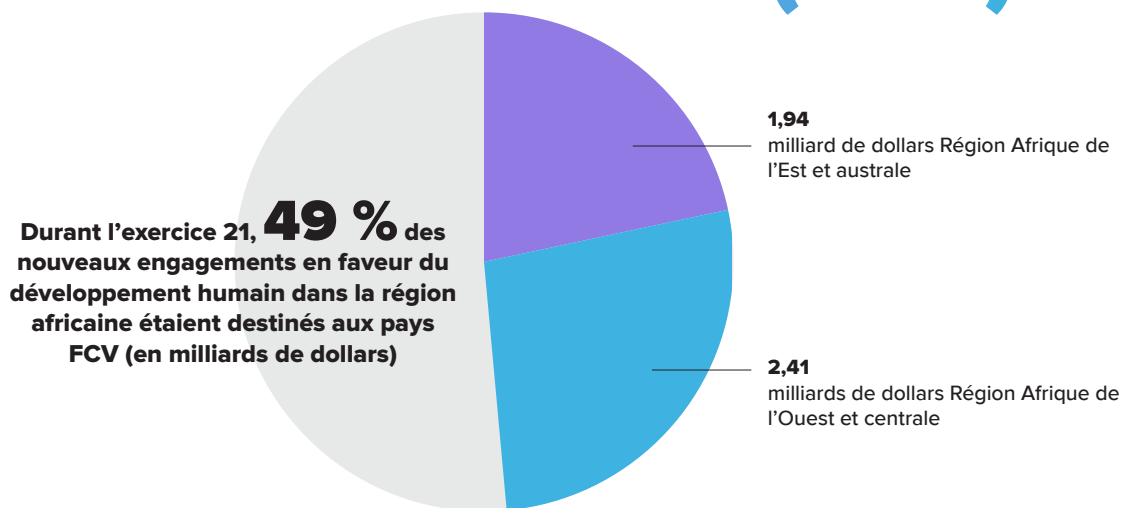
2020 pour un montant de 500 millions de dollars utilise les établissements d'enseignement secondaire comme plateforme d'autonomisation des filles grâce à l'éducation, aux compétences pratiques et à la formation à la santé, à la sensibilisation à la violence à caractère sexiste et à la prévention de ce type de violence, aux compétences en matière de négociation, à l'autonomie et à la maîtrise des outils numériques. Il permet de riposter à la COVID-19 en appuyant la formation mixte qui fait appel à la technologie et aux médias (TV et radio) pour mettre en œuvre des programmes d'enseignement à distance. Quelque 6,7 millions d'adolescentes bénéficieront du projet AGILE, ainsi que 15,5 millions d'autres personnes membres de leur famille et de leur communauté.

Le projet prévoit la construction de près de 9 000 classes pour l'enseignement secondaire et l'amélioration de la fonctionnalité, de la sécurité et du caractère inclusif des infrastructures de 4 700 établissements secondaires du premier et du deuxième cycle pour les enseignants et les apprenants. Des méthodes de construction soucieuses du climat seront employées pour que les bâtiments résistent à l'épreuve du temps et aux conditions météorologiques extrêmes. La sensibilisation au changement climatique fait également partie de la formation aux compétences pratiques que 340 000 adolescentes recevront dans des espaces sûrs pour les aider à maîtriser des enjeux tels que la santé procréative, la sécurité et la violence à caractère sexiste. Trois cent mille autres adolescentes recevront une formation aux outils numériques, et 500 000 personnes parmi les ménages les plus vulnérables auront en outre accès à des bourses pour les aider à achever leurs études secondaires.

En s'attaquant à ces obstacles structurels de manière globale, le Nigéria pourra promouvoir des comportements positifs à l'égard de l'éducation des filles. Cela se traduira par un accroissement de la productivité et une amélioration des résultats économiques pour les filles elles-mêmes et pour le pays. Cela permettra aussi de prévenir une vague de grossesses chez les adolescentes et les mariages précoces au lendemain de la COVID-19. Comme on l'a souvent dit, l'éducation d'une fille crée des effets d'entraînement qui sont bénéfiques à la communauté tout entière.



AGIR CONCRÈTEMENT DANS LES SITUATIONS DE FRAGILITÉ, DE CONFLIT ET DE VIOLENCE (FCV)



Les difficultés dans le domaine du capital humain sont concentrées dans les pays confrontés à des situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV) et la pandémie n'a fait que les exacerber. On estime qu'en 2021, 24 à 26 millions de personnes supplémentaires vivant déjà sous le seuil de pauvreté, qui est de 1,90 dollar, dans les pays touchés par les FCV basculeront dans l'extrême pauvreté. La COVID-19 a accentué la pression sur les systèmes de santé, de protection sociale et d'éducation déjà mis à rude épreuve, et elle a engendré de nouvelles sources de fragilité. L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où les conflits n'ont pas diminué en 2020. De nombreux pays ont été frappés par un plus grand nombre de situations de violence et d'insécurité, y compris des attaques directes contre des écoliers et une augmentation des déplacements forcés.

Dans le cadre du Plan pour le capital humain en Afrique, la Banque mondiale a continué d'accélérer l'action engagée, en affectant un montant total estimé à 4,35 milliards de dollars à 54 opérations de

développement humain durant l'exercice 21 pour aider 19 pays FCV d'Afrique subsaharienne, ce qui représente 49 % de la totalité des engagements au titre de l'exercice 21. Ce montant comprend le déblocage accéléré de 609 millions de dollars des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale pour faire face rapidement à l'urgence sanitaire liée à la COVID-19. Trente-huit pour cent des opérations de la Banque mondiale en cours en Afrique dans le domaine du développement humain sont menées aujourd'hui dans des pays FCV. Ces **ressources ciblées et adaptées visent à prévenir l'escalade des conflits et à rester engagées pendant et après les situations de crise** pour préserver le capital humain. Les situations de FCV forcent l'innovation, et les projets créent de nouveaux moyens d'atteindre les personnes dans les contextes les plus difficiles.

Par exemple, dans des pays comme le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali et la République centrafricaine (RCA), les programmes de soins gratuits ont été adaptés

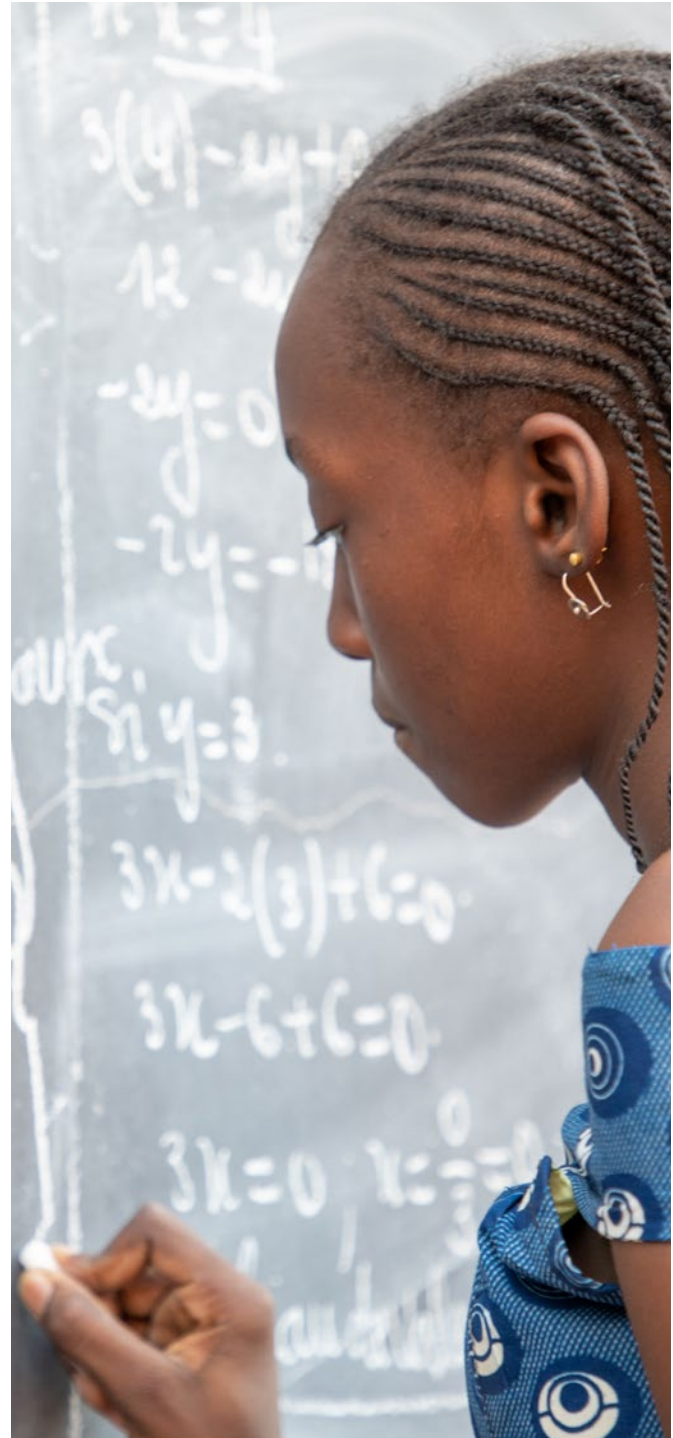
pour assurer la continuité des services de santé en cas de troubles. Le financement axé sur les résultats est acheminé directement aux travailleurs de première ligne pour leur permettre de se procurer des intrants auprès de fournisseurs locaux et de mobiliser des prestataires non étatiques.

Afin de maintenir l'apprentissage en temps de crise, des projets existants ont été remaniés et transposés à plus grande échelle. Des fonds supplémentaires en faveur du Projet d'appui à la réforme de l'éducation au Cameroun, par exemple, permettent de mettre en œuvre à grande échelle et de renforcer les activités et les mesures incitatives existantes en vue d'atténuer la perte d'apprentissage résultant de la COVID-19. Ces fonds donnent la possibilité aux pouvoirs publics de dispenser à tous une éducation de qualité au niveau de l'enseignement préscolaire et primaire, y compris les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil.

Le Groupe de la Banque mondiale se concentre également sur la prévention et l'atténuation des crises alimentaires. Il aide la Somalie à récupérer les moyens de subsistance et les infrastructures dans les zones touchées par les inondations et la sécheresse, tout en renforçant la résilience à long terme face à la COVID-19 et aux invasions de criquets qui menacent la sécurité alimentaire.

Des solutions numériques peu coûteuses sont en outre utilisées à bon escient dans des situations de fragilité, de conflit et de violence à haut risque et difficiles d'accès. L'initiative de géoréférencement appliqué au suivi et à l'évaluation des projets (GEMS) a permis à des centaines d'équipes de projet dans toute l'Afrique d'utiliser des outils open source simples, comme les smartphones, pour collecter des données géolocalisées à partir d'endroits reculés ou peu sûrs en vue de mieux suivre les activités de projet.

Le système automatisé d'analyse en temps réel de la Banque baptisé MARTA permet d'exploiter la puissance des outils de collecte de données mobiles et s'appuie sur des partenaires locaux pour créer un portefeuille d'enquêtes à haute fréquence que les superviseurs de projets peuvent utiliser pour suivre à distance les indicateurs clés des projets, détecter les risques naissants et présenter des résultats étayés par des documents. Mis au point à l'origine au moment de la crise d'Ebola (2018-2020) en République démocratique du Congo (RDC), MARTA est en train d'être étendu pour suivre l'ensemble du portefeuille de projets de protection sociale de la Banque mondiale dans le pays.



Mali : maintenir les écoles ouvertes et faire en sorte que les élèves poursuivent leurs études

«Pour moi, l'école est importante, car c'est le seul moyen de nous aider à préparer et à assurer notre avenir. Je voudrais être une grande magistrate pour que tous les Maliens puissent avoir accès à la justice.»

Djeneba Ouattara

Élève de 13 ans à l'école Monseigneur Jean-Marie
Cissé de Bamako

Avant que la COVID-19 frappe le Mali, Ami, neuf ans, était en deuxième année d'école primaire à Bamako. Avec la pandémie, les écoles ont fermé, et Ami et sa sœur de sept ans, Awa, sont restées à la maison à s'occuper des tâches ménagères. Les écoles ont depuis rouvert, mais, en raison des retards et des perturbations, il y a une chance qu'aucune des deux filles ne retourne à l'école. Elles risquent plutôt de rester à la maison jusqu'à leur mariage, comme l'a fait leur grande sœur.

Ami et Awa ne sont pas seules. Au Mali, les enfants en âge d'être scolarisés sont placés devant une qualité d'éducation globalement médiocre, une gouvernance

faible dans le secteur de l'éducation et des normes sociales qui ne donnent pas la priorité à l'éducation des filles. La COVID-19 a aggravé le problème, tout comme les conflits et l'insécurité permanents. Dans le nord du pays, les déplacements massifs de population, les fermetures d'écoles et les attaques visant les écoles ont compromis l'accès des élèves à l'éducation.

En 2020, la Banque mondiale a approuvé un montant de 80 millions de dollars destiné à financer le Projet d'amélioration de la qualité et des résultats de l'éducation pour tous au Mali. Ce projet permettra d'améliorer les acquis scolaires dans les premières années de l'enseignement primaire. Il contribuera en outre à promouvoir l'accès des filles au premier et au second cycles de l'enseignement secondaire dans les zones mal desservies et à améliorer la gouvernance du système éducatif. Plus de 4 millions de personnes (dont au moins 46 % sont des femmes) bénéficieront d'un large éventail d'interventions dans un contexte d'insécurité et de fragilité institutionnelle élevées.

Quelque 800 écoles recevront des subventions pour garantir la continuité de l'apprentissage, et des organisations à but non lucratif seront mobilisées pour organiser et superviser la scolarité dans les zones de conflit. Des fournitures scolaires seront distribuées aux élèves, les cantines seront approvisionnées en produits alimentaires et les enseignants percevront un salaire. Les interventions en matière d'enseignement à distance bénéficieront aussi d'un appui (notamment la fourniture de tablettes et de tableaux interactifs), tout comme les initiatives visant à construire et à équiper de nouvelles salles de classe afin qu'elles puissent accueillir plus facilement les élèves déplacés.

Un hackathon est prévu dans l'ensemble du pays. Il rassemblera de jeunes pousses technologiques qui proposeront des solutions numériques permettant de poursuivre la scolarité en situation de crise. En outre, le projet encouragera l'intégration de l'éducation pour la paix comme solution potentielle à long terme pour résoudre les conflits intercommunautaires. Les partenaires sont notamment l'UNICEF et le Partenariat mondial pour l'éducation.



TIRER PARTI DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION

Dans toute la région, la population se heurte sans cesse à des difficultés pour s'y retrouver dans les systèmes de santé, avoir accès à l'éducation et trouver des possibilités d'emploi, et ces difficultés ont été aggravées par la COVID-19. Certes, les difficultés actuelles liées à la pandémie restent énormes, mais la crise a permis d'accomplir des progrès. Elle a obligé à mettre en œuvre et intégrer de nouveaux modèles de fourniture de services dans les domaines de la santé et de l'éducation et dans d'autres secteurs clefs, ouvrant de nouvelles voies d'accès aux services de base.

On assiste à un changement en profondeur des politiques, des normes sociétales et de la façon dont les individus interagissent avec les systèmes, avec les structures et avec le monde qui les entoure. De nombreux pays africains disposent des éléments de base indispensables pour stimuler l'innovation et contourner les modèles classiques de fourniture de services qui peuvent ne pas être efficaces, équitables et durables. Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à tirer parti de ces possibilités d'évolution, dans la perspective d'un renforcement plus large et global, afin de s'assurer que la programmation est adaptée à la situation au-delà de la riposte immédiate à la COVID-19 et qu'elle prend appui sur les systèmes et partenariats existants.

Dans le secteur de l'éducation, la COVID-19 a étendu l'application des technologies éducatives (ou « EdTech ») qui pourront continuer d'être appliquées à l'avenir. Des pays comme le Libéria et la Sierra Leone ont mis en œuvre l'enseignement et l'apprentissage à distance par

l'intermédiaire de la radio et la télévision, tandis qu'au Nigéria, l'initiative EdoBEST a lancé des plateformes d'autoapprentissage, des questionnaires interactifs et des tutoriels en ligne. Le Kenya a mis en place un soutien psychosocial à l'intention des enfants d'âge scolaire.

Avec l'aide des centres d'excellences africains, les universités font en outre progresser les technologies éducatives en séquençant le génome de la COVID-19 au Nigéria et en produisant des masques avec des imprimantes 3D au Cameroun. L'analyse des données sur l'éducation, la démographie et l'activité économique stimulée par la pandémie offre aussi de nouvelles possibilités pour améliorer la gestion de l'éducation et la rétention des élèves dans le système scolaire dans toute l'Afrique.

La pandémie a par ailleurs ouvert plus largement la voie à l'innovation en matière de fourniture de services de santé, qui peut aider à atténuer les effets immédiats de la pandémie et à mettre en place des systèmes de santé primaire plus complets et plus intégrés. Un appui est actuellement mis en place dans toute la région dans le cadre d'une approche coordonnée avec des partenaires pour évaluer la capacité de chaque pays à mettre en œuvre des outils de fourniture de services numériques et analyser les avantages des systèmes utilisés actuellement. Ces évaluations rapides contribueront à éclairer les débats avec les pays sur l'intégration stratégique de la technologie et d'autres innovations pour aider à renforcer les capacités et améliorer les résultats en matière de santé.

Les services d'assistance téléphonique dans le domaine de la santé, la télémédecine et d'autres plateformes numériques peuvent accroître l'efficacité et le rayon d'action des services de première ligne, notamment les établissements de soins de santé primaires et les agents de santé communautaires. Ces services sont particulièrement importants dans les zones rurales et les zones de conflit où les établissements de santé sont fermés, sont trop éloignés ou leur accès est dangereux. Le Kenya, le Malawi, le Niger et le Rwanda, par exemple, généralisent les services d'assistance téléphonique gratuits dans le domaine de la santé qui permettent d'obtenir des informations sur la COVID-19 et plus généralement sur des questions relatives à la santé et la nutrition.

Les pays peuvent aussi tirer parti des évaluations de leur état de préparation à la vaccination contre la COVID-19 pour comprendre les changements en profondeur au sein des systèmes de santé. La Sierra Leone teste en outre à titre pilote une plateforme faisant appel à la technologie prédictive pour évaluer en temps réel l'état de préparation des établissements de santé à la vaccination contre la COVID-19. En combinant les données accessibles au public, les informations propres à chaque établissement et les informations fournies directement par les agents de santé, cette technologie permet de savoir quand et où distribuer les produits de santé essentiels, comme les vaccins, pour atteindre les populations clefs.



Togo : retisser les filets de sécurité à l'aide de l'intelligence artificielle

«Je ne peux pas imaginer comment j'allais vivre sans cet argent. Maintenant, je peux faire ce que je veux sans avoir à demander l'aumône aux autres cultivateurs. Tout ce je peux dire, c'est merci.»

Eric Dossekpli
Cultivateur, Anfoin Avele

La pandémie a été difficile pour Eric Dossekpli, un cultivateur de 49 ans et père de six enfants, originaire de la commune rurale d'Anfoin Avele. Les mesures de confinement l'ont empêché de vendre ses produits, et même une fois les mesures levées, ses clients n'achetaient pas. Dans l'incapacité de payer les frais de scolarité ou d'acheter des engrais, il a supplié les cultivateurs voisins de lui permettre de travailler dans leurs champs. Dossekpli s'est tourné vers le programme de protection sociale d'urgence Novissi pour sortir de cette mauvaise passe. Le programme Novissi, qui signifie «solidarité» en éwé, verse instantanément de l'argent par l'intermédiaire d'un téléphone mobile aux plus démunis. Dossekpli a composé le numéro et comme il remplissait les conditions, il a commencé à son grand soulagement à recevoir chaque mois un virement de 13 dollars, et ce, pendant cinq mois.

Le gouvernement togolais a lancé en avril 2020 le programme Novissi avec le soutien de la Banque mondiale qui visait en priorité les travailleurs informels vivant dans les régions les plus touchées par les mesures de confinement. En septembre 2020, plus de 570 000 travailleurs du secteur informel dans les agglomérations togolaises avaient bénéficié de transferts monétaires dans le cadre du programme Novissi, mais le programme prévoyait d'en faire bénéficier aussi les habitants des zones rurales. En partenariat avec GiveDirectly, la deuxième phase de Novissi a permis d'inclure 57 000 nouveaux bénéficiaires issus des 100 cantons ruraux les plus pauvres, identifiés en combinant des images satellites à haute résolution, un sondage par téléphone et des données sur l'utilisation des téléphones portables.

Les images satellites ont révélé les caractéristiques distinctives des populations à faible revenu, telles que le matériau des toitures et la qualité des routes. Un sondage par téléphone à grande échelle a permis de connaître la réalité de terrain sur les conditions de vie d'environ 10 000 personnes. Ces données ont été ensuite appariées aux métadonnées de leur téléphone mobile obtenues auprès des opérateurs de télécommunications togolais. Ces données ont servi de base à la mise au point d'un algorithme d'apprentissage automatique qui a été utilisé pour produire une estimation pour chacun des 5,7 millions des abonnés à la téléphonie mobile dans le pays, soit 70 % de la population.

Le recours inédit à l'intelligence artificielle, à l'analyse géospatiale et à la technologie de la téléphonie mobile a permis à Novissi de recenser les communautés vulnérables comme celle d'Anfoin Avele, de localiser les personnes exposées à des risques comme Dossekpli, et de leur virer de l'argent rapidement et en toute sécurité. En janvier 2021, Novissi avait créé plus de 170 000 comptes sur téléphone mobile, ce qui représente une augmentation de 7 % du taux de pénétration de la monnaie électronique au Togo. Le gouvernement envisage d'adopter l'approche originale appliquée par Novissi alors qu'il réfléchit à la mise en place d'un système d'information sociale intégré qui servirait de base à de nombreux programmes de protection sociale.



OBTENIR DES RÉSULTATS GRÂCE AU DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

«Les pays doivent apprendre au fur et à mesure et partager les résultats en recueillant, conservant et partageant librement les données. Cela permet d'établir des relations de confiance et de soutenir l'innovation ainsi que la mise en œuvre de politiques efficaces, notamment en période de crise.»

Mari Pangestu

Directrice générale de la Banque mondiale pour les politiques de développement et les partenariats

Le savoir est un élément essentiel, car il permet aux pouvoirs publics d'améliorer les politiques, aux institutions d'accroître l'efficacité de l'aide et à toutes les parties prenantes de suivre les progrès et de veiller à l'application du principe de responsabilité. Depuis le lancement du Plan pour le capital humain en Afrique, le Groupe de la Banque mondiale a élaboré et appliqué des outils de mesure, des rapports et des supports de connaissances pour aider les pays et la communauté du développement à disposer d'un plus grand nombre d'informations factuelles sur les problèmes, les solutions et les résultats en matière de capital humain.

Des services consultatifs et des analyses ont continué d'être fournis au cours de l'année écoulée pour évaluer les répercussions de la pandémie et mettre au point des mesures efficaces. Ces travaux sont un aspect essentiel de la concertation dans les pays. Ils mettent l'accent sur les priorités relatives au capital humain et proposent des possibilités d'action multisectorielles par pays et à l'échelle de toute l'administration pour améliorer les résultats. Par exemple, un atelier sur l'analyse des données en Sierra Leone a rassemblé de hauts fonctionnaires afin de recenser les domaines

dans lesquels il est possible d'améliorer les résultats en matière de capital humain à court et moyen terme.

Les travaux portant sur l'examen du capital humain se sont poursuivis au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Lesotho, au Libéria, au Malawi et au Togo afin de cerner les problèmes à régler et les possibilités à exploiter dans le domaine du capital humain dans chaque pays. De nouveaux examens des dépenses publiques consacrées au capital humain ainsi que des examens institutionnels ont actuellement lieu au Kenya et au Burkina Faso.

Une étude démographique axée sur l'autonomisation des femmes et des filles est en cours en Ouganda et des conseils et analyses techniques aident le Tchad à quantifier les retombées économiques d'une société n'excluant aucun des deux sexes. Un diagnostic sur l'état de préparation à une pandémie au Ghana permet d'assurer un financement suffisant et durable pour faire de la sécurité sanitaire une réalité pour tous. La Banque mondiale procède par ailleurs à la mise au point définitive de sa stratégie d'éducation pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, qui définit la manière dont elle mobilisera les décideurs politiques, les responsables

du système éducatif, les organisations de la société civile et d'autres acteurs clefs en faveur d'un plan d'action visant à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité des résultats dans la région.

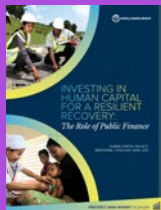
Le Plan pour le capital humain en Afrique accorde en outre une importance particulière à la mobilisation des parties prenantes en faveur du programme d'action pour le capital humain, l'objectif étant d'échanger des connaissances, d'accroître le nombre de bénéficiaires et les effets sur le terrain, de renforcer le dialogue et d'encourager l'innovation. Bien qu'il ait été difficile pour la Banque mondiale d'organiser des réunions avec les parties prenantes en présentiel en raison de la pandémie, elle a continué de nouer des liens et de renforcer l'apprentissage, notamment dans le cadre de réunions virtuelles.

En avril 2021, les ministres des Finances et de la Planification se sont réunis avec de hauts responsables gouvernementaux et des partenaires de développement des 81 pays membres du Projet sur le capital humain pour participer au Conclave ministériel du Projet sur le capital humain. Les pays se sont dits déterminés à saisir l'opportunité qu'offre la crise liée à la COVID-19 pour accélérer les réformes et les investissements visant à reconstituer le capital humain, mettre en place des systèmes de fourniture de services résilients et promouvoir des débouchés économiques tout en assurant la préservation de l'environnement et la viabilité des finances publiques.

En mars 2021, la Banque mondiale a organisé un Forum mondial du Projet sur le capital humain en ligne, une conférence emblématique de partage des connaissances au cours de laquelle des responsables gouvernementaux et des acteurs clefs de 81 pays ont partagé des solutions novatrices pour l'investissement dans les populations, notamment face à la crise de COVID-19. La Journée de l'Afrique organisée de manière interactive dans le cadre du Forum était centrée sur les femmes et les filles qui sont les principaux facteurs de la reprise sociale et économique. Les participants ont entendu des témoignages directs de bénéficiaires, de défenseurs de la cause des femmes et des filles, de hauts fonctionnaires, ainsi que de partenaires de développement et de professionnels ayant une expérience et des compétences directes qui ont expliqué les raisons pour lesquelles il faut protéger les femmes et les filles et faire progresser leur autonomisation socioéconomique.



PROJET SUR LE CAPITAL HUMAIN



Investing in Human Capital for a Resilient Recovery: The role of public finance (Investir dans le capital humain pour une reprise résiliente : le rôle des finances publiques) (avril 2021)

Ce document introductif examine les résultats en matière de capital humain dans le contexte de la crise liée à la COVID-19 et met en relief les innovations récentes et les mesures à prendre pour contribuer à une reprise résiliente.

RÉGION AFRIQUE



Africa's Pulse : L'avenir du travail en Afrique et le nouveau paysage numérique (mars 2021)

Cette édition met l'accent sur les effets de la COVID-19 à travers la région et les possibilités offertes par les technologies numériques pour créer des emplois et doper la productivité des emplois existants. Le rapport *Africa's Pulse* recommande l'élaboration de politiques visant à bénéficier pleinement des avantages d'une économie numérique.

SANTÉ



Disease Surveillance, Emergency Preparedness, and Outbreak Response in Eastern and Southern Africa: A Situational Assessment and Five-Year Action Plan (Surveillance des maladies, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas d'épidémie en Afrique de l'Est et en Afrique australe : une analyse de la situation et un plan d'action à cinq ans) (mars 2021)

Ce rapport recense les investissements nécessaires à moyen et long terme pour mettre en place un cadre global visant à suivre, endiguer et affronter les épidémies de maladies infectieuses.

TRANSPORT



Connectivity for Human Capital: Realizing the Right to Education and Healthcare through Improved Public Transport in African Cities (La connectivité au service du capital humain : réaliser le droit à l'éducation et aux soins de santé grâce à l'amélioration des transports publics dans les villes africaines) (février 2021)

Cette étude examine la façon dont les engagements pris par les pays en vue d'assurer une éducation et des soins de santé pour tous se traduisent par des politiques et des objectifs concrets dans les secteurs du transport, de l'éducation et de la santé.

TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE



COVID-19 and Digital Financial Inclusion in Africa: How to Leverage Digital Technologies During the Pandemic (La COVID-19 et l'inclusion financière numérique : comment tirer parti des technologies numériques pendant la pandémie) (octobre 2020).

Cette note d'information présente les options qui permettent de tirer le meilleur parti de la technologie numérique, en promouvant l'inclusion financière et en atténuant les effets néfastes pendant la pandémie et à l'avenir.

PROJET SUR LE CAPITAL HUMAIN



Indice de capital humain (septembre 2020)

L'ICH retrace l'évolution du capital humain dans plus de 100 pays dans le monde entre 2010 et 2020. Il fournit des informations sur les inégalités de genre et sur les mesures prises par les pays pour réaliser leur potentiel de capital humain. Les données ayant été collectées jusqu'en mars 2020, avant les effets de la COVID-19, l'ICH sert de référence pour suivre les changements et éclairer les approches destinées à protéger les populations et à investir dans les populations tout au long de la pandémie et au-delà.

PROJET SUR LE CAPITAL HUMAIN



Building Human Capital: Lessons from Country Experiences—Ghana (Renforcer le capital humain : enseignements tirés de l'expérience acquise dans les pays) (juin 2020)

L'une des conclusions de ce rapport est que parmi les programmes et politiques qui ont le mieux réussi à accroître les gains en capital humain figurent ceux qui ont inclus de solides éléments d'une approche gouvernementale impliquant plusieurs secteurs, tels que la santé, l'éducation et les services WASH.

PROJET SUR LE CAPITAL HUMAIN



Protecting People and Economies: Integrated Policy Responses to COVID-19 (Protéger les populations et les économies : mesures intégrées prises par les pouvoirs publics pour lutter contre la COVID-19) (mai 2020)

Dès lors que les gouvernements prennent des mesures pour ralentir la pandémie et protéger la vie et les moyens de subsistance maintenant, ils devront maintenir la stabilité macroéconomique et les relations de confiance et entretenir une communication claire pour éviter des ralentissements plus prononcés et les troubles sociaux. Ce rapport permet de repenser la politique pour reconstruire en mieux.

RÉGION AFRIQUE



Plan pour le capital humain en Afrique : Rapport d'avancement un an après (mai 2020)

Ce rapport met en lumière les progrès notables réalisés par le Plan pour le capital humain en Afrique au cours de la première année de sa mise en œuvre. Les engagements pris au titre des projets de développement humain en Afrique ont presque doublé et les équipes dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale ont redoublé d'efforts pour appuyer les priorités en matière de capital humain.

ENVISAGER L'AVENIR

Après deux ans de mise en œuvre, le Plan pour le capital humain en Afrique progresse et aide à riposter efficacement à la COVID-19. Il a permis de galvaniser les ressources, de continuer à mettre l'accent sur les éléments novateurs dans le domaine du capital humain et d'encourager la coopération entre les secteurs. Quant à l'avenir, il y a de bonnes raisons de s'en tenir au plan.

La pandémie doit encore être maîtrisée et la Banque mondiale continuera d'encourager les tests, le traçage et le traitement, ainsi que le déploiement des vaccins à l'échelle mondiale. Parmi les autres priorités immédiates, on peut citer le rétablissement de l'accès aux services de santé essentiels et la protection des jeunes enfants contre la malnutrition. La Banque mondiale s'attache également à ramener les enfants, en particulier les filles, sur les bancs de l'école, à recouvrer les acquis scolaires perdus et à accélérer la formation qualifiante des jeunes travailleurs et

des travailleurs déplacés pour redynamiser les possibilités de revenu du travail.

Le Plan pour le capital humain en Afrique permet d'entrevoir une reprise verte, inclusive et résiliente, en offrant des solutions permettant de surmonter les problèmes systémiques rencontrés dans la fourniture de services, en vue d'assurer un financement durable, d'adopter les innovations numériques et climato-intelligentes et de ne laisser personne de côté.

La crise liée à la COVID-19 souligne l'urgence de la mission du Plan pour le capital humain en Afrique. La vingtième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA 20) est une occasion importante de prendre résolument les rênes et d'établir les partenariats pour favoriser les investissements dans les populations africaines et tenir la promesse d'une région dans laquelle chaque fille et chaque garçon peut réaliser pleinement son potentiel.

**« Agissez comme
s'il était impossible
d'échouer. »**

Proverbe ashanti



CADRE DE RÉSULTATS DU PLAN POUR LE CAPITAL HUMAIN EN AFRIQUE

Indicateur

Volume annuel des engagements BIRD/IDA pour les secteurs du développement humain

Part des engagements concessionnels de base de l'IDA en faveur du développement humain dans les portefeuilles des pays

Part des opérations à l'appui de politiques de développement largement axées sur le capital humain

Nombre de pays à fort taux de fécondité où sont mis en œuvre des projets intégrés ou coordonnés promouvant l'émancipation des femmes et la transition démographique

Volume annuel des engagements BIRD/IDA pour les projets de développement humain dans les pays FCV

Nombre de pays participant au Projet sur le capital humain doté de plans prioritaires pour le capital humain

Part de programmes de travail dans les pays comportant des services de conseil et des travaux d'analyse axés sur le capital humain

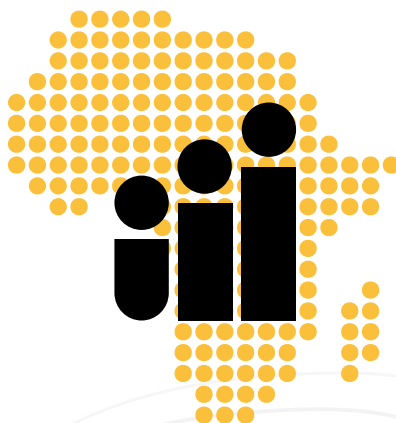
Nombre de partenariats ou de coalitions soutenus par la Banque mondiale sur la problématique du capital humain en Afrique, notamment des partenaires de développement, des OSC, des organisations confessionnelles et des chefs traditionnels

Nombre d'ambassadeurs du capital humain en Afrique et de personnalités influentes mobilisées sur la question

Niveau d'activité en ligne en lien avec les produits de communication sur le Plan pour le capital humain en Afrique : nombre de visites de la page Web sur le capital humain en Afrique

Nombre de pays dans lesquels la Banque mondiale a entrepris une analyse du portefeuille pour relever les possibilités de renforcement de la coordination et de la convergence (par exemple sur le plan géographique) afin d'avancer sur la voie du développement du capital humain à long terme

EX.18 (ANNÉE DE RÉFÉRENCE)	Ex.19	Ex. 20	Ex. 21 PRÉVU	Ex. 23 CIBLE	Situation
4,2 milliards de dollars	3,3 milliards de dollars	7,8 milliards de dollars	8,96 milliards de dollars (Afrique de l'Est : 5,37 milliards de dollars ; Afrique de l'Ouest : 3,59 milliards de dollars)	5 milliards de dollars Moyenne annuelle	●
24 %	22 %	38 %	31 % (21 % Afrique de l'Est et 31 % Afrique de l'Ouest)	45 %	●
70 %	71 %	71 %	93 %	Au moins 80 %	●
7	9	11	13	20	●
514 millions de dollars	1,5 milliard de dollars	3 milliards de dollars	4,35 milliards de dollars (1,94 milliard de dollars Afrique de l'Est et 2,41 milliards de dollars Afrique de l'Ouest)	831 millions de dollars	●
			12	20	●
		81 %	93 % (95 % Afrique de l'Est et 90 % Afrique de l'Ouest)	90 %	●
0		6	7	10	●
5	5	8	8	15	●
0	5 964	6 938	10 933	15 000	●
0	4	9	11	20	●



LA BANQUE MONDIALE

BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Afrique

www.worldbank.org/ahcp